

Préambule

Le présent Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCS) est établi à la demande du Maître d'ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L.4532-8 du code du travail.

Ce Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC) a été élaboré en tenant compte des dispositions du titre III (Bâtiment et génie civil) - Livre V (Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations) du code du travail qui traite de l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

Ce document définit et affecte (exécution et dépenses) les mesures d'organisation générale du chantier, les mesures de coordination, les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités simultanées ou successives des différents intervenants et les mesures générales pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

Celui-ci pourra faire l'objet de modificatifs ou de compléments en fonction de l'évolution du chantier.

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leur seule responsabilité.

Le PGC servira à l'établissement des Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS).

Il est fondé sur la mise en œuvre et l'application des **principes généraux de prévention**.

Article L.4121-1 du code du travail

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

Ces mesures comprennent :

- 1° Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° Des actions d'information et de formation ;
- 3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Article L.4121-2 du code du travail

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Éviter les risques ;
- 2° Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- 4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L.1152-1 et L.1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L.1142-2-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Table des matières

1. CONTEXTE DE REALISATION DU PRESENT PGC SIMPLIFIE	5
2. RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS.....	5
2.1. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	5
2.2. LOCALISATION ET COORDONNEES GEOGRAPHIQUES DU CHANTIER	6
2.3. CLASSEMENT DE L'OPERATION.....	6
2.4. SITUATION DE L'OPERATION.....	7
2.5. PHASAGE DE L'OPERATION	7
2.6. ALLOTISSEMENT DE L'OPERATION	7
2.7. INFORMATIONS RELATIVES AUX MARCHES	7
2.8. DECLARATION PREALABLE	7
2.9. INTERVENANTS SUR L'OPERATION	8
3. LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX COMPORTANT DES RISQUES PARTICULIERS.....	9
4. ORGANISATION GENERALE DE L'OPERATION.....	10
4.1. CONTEXTE DE L'OPERATION	10
4.2. MILIEU DANS LEQUEL SE DERoule L'OPERATION	10
4.2.1. Environnement du chantier	10
4.2.2. Accès, servitudes et conditions d'accès.....	10
4.2.3. Horaires.....	11
4.3. DECLARATIONS ET DIAGNOSTICS	11
4.3.1. Déclarations de projet de Travaux (DT).....	11
4.3.2. Diagnostics.....	11
4.4. ECHANGES ET COMMUNICATION.....	11
4.4.1. Echanges	11
4.4.2. Communication	11
4.5. OPERATIONS DE LIVRAISONS	11
4.6. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE	12
4.6.1. Gestion des déchets.....	12
4.6.2. Réfectoire	12
4.6.3. Sanitaires	13
4.6.4. Vestiaires.....	13
4.6.5. Poste de travail.....	13
4.6.6. Vapotage et consommation de tabac.....	14
4.7. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	14
4.7.1. Article L.8221-1 du code du travail.....	14
4.7.2. Article L.8221-3 du code du travail.....	14
4.7.3. Article L.8221-5 du code du travail.....	15
5. ATTRIBUTIONS DU COORDONNATEUR SPS	15
6. DEFINITION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	15
6.1. DISPOSITIONS GENERALES	15
6.2. DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	16
6.3. REPARTITION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	16

6.4.	DEFINITION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	17
6.4.1.	Sécurisation des entrées & sorties de chantier.....	17
6.4.2.	Base vie.....	17
6.4.3.	Gestion des déchets.....	19
6.4.4.	Signalisation de chantier (Accès, externe et interne).....	20
6.4.5.	Protections collectives.....	21
7.	MESURES GENERALES DE COORDINATION.....	22
7.1.	PLAN DES INSTALLATIONS DE CHANTIER (PIC).....	22
7.2.	BALISAGE DES ZONES DE DANGERS.....	22
7.3.	MESURES LIEES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER	22
7.3.1.	Hébergement des compagnons sur le chantier	22
7.3.2.	Accès au chantier.....	22
7.3.3.	Base vie.....	22
7.3.4.	Moyens de communications et d'alertes	23
7.3.5.	Gestion & évacuation des déchets.....	23
7.4.	INSPECTIONS COMMUNES	23
7.4.1.	Rappel des principes de l'inspection commune	23
7.4.2.	Organisation des Visites d'Inspections Communes (V.I.C)	23
7.5.	SITUATIONS DE TRAVAILLEURS ISOLÉS.....	23
7.6.	FOURNITURE ET PORT DES EPI.....	24
7.7.	MESURES LIEES A LA COACTIVITE.....	24
7.7.1.	Coactivité verticale	24
7.7.2.	Coactivité horizontale	24
7.8.	TRAVAUX EN HAUTEUR.....	25
8.	MESURES PARTICULIERES DE COORDINATION.....	25
8.1.	TRAVAUX AVEC RISQUE DE CHUTE DE HAUTEUR	25
8.1.1.	Ouvertures en façades, trémies, dalles et réservations.....	25
8.1.2.	Fouilles et tranchées	25
8.1.3.	Accès toiture.....	26
8.1.4.	Protection périphérique	26
8.1.5.	Échafaudages	26
8.1.6.	Plates-formes de travail.....	26
8.2.	TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION SUPÉRIEURE À LA TRÈS BASSE TENSION (50 VOLTS EN COURANT ALTERNATIF OU 120 VOLTS EN COURANT CONTINU)	27
8.3.	TRAVAUX DE PUITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS- ŒUVRE.....	27
8.3.1.	Définition d'un espace confiné	27
8.3.2.	Mesures prévues par la recommandation CNAM – R447	27
9.	REGISTRE JOURNAL DE L'OPERATION.....	28

9.1.	DISPOSITIONS GENERALES	28
9.2.	REMARQUES ET OBSERVATIONS	28
9.3.	NOTIFICATIONS	28
9.3.1.	Avis de chantier	28
9.3.2.	Arrêt de tache	28
9.3.3.	Reprise de tache	29
10.	RENSEIGNEMENTS DE SANTE ET DE SECOURS.....	29
10.1.	ORGANISATION DES SECOURS	29
10.2.	PREVENTION DES RISQUES LIES AUX PANDEMIES	29

1. Contexte de réalisation du présent PGC Simplifié

Sur la base de l'analyse des risques relative à la mise en œuvre de cette opération de 3ème catégorie, il a été détecté qu'une ou plusieurs entreprises devaient réaliser des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé devait être réalisé.

2. Renseignements généraux et administratifs

2.1. Présentation de l'opération

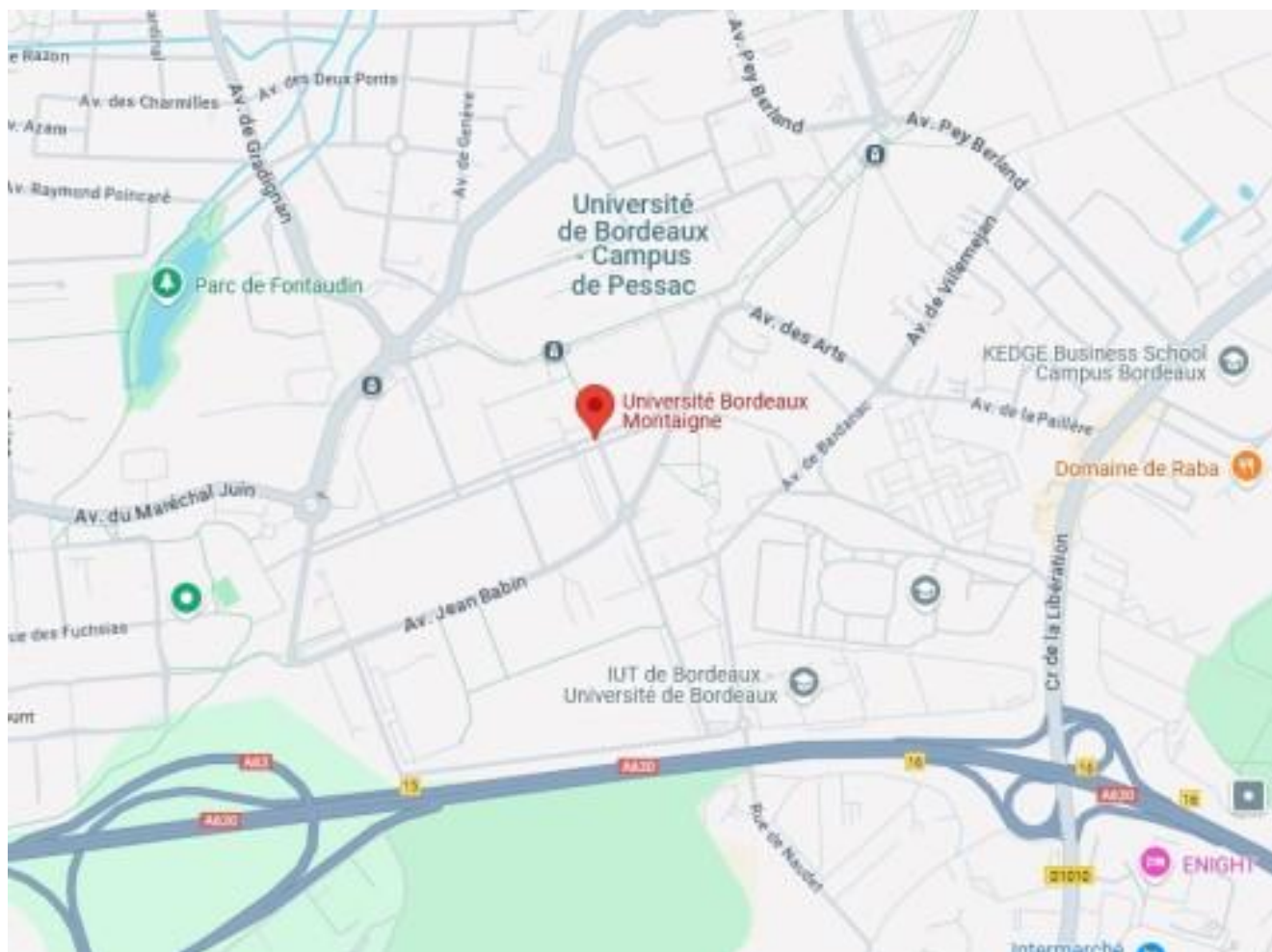
Le présent marché consiste à réaliser :

Réaménagement des salles L010 – L012 (et installation d'éviers dans les salles J04, J06 et J08).

Les travaux sont situés sur la commune de : **Pessac (33600)**

2.2. Localisation et coordonnées géographiques du chantier

Longitude	Latitude
0° 36' 58.60" W	44° 47' 43.49" N



2.3. Classement de l'opération

La mission de coordination SPS nous a été confiée en phase "**PRO**" de l'opération.

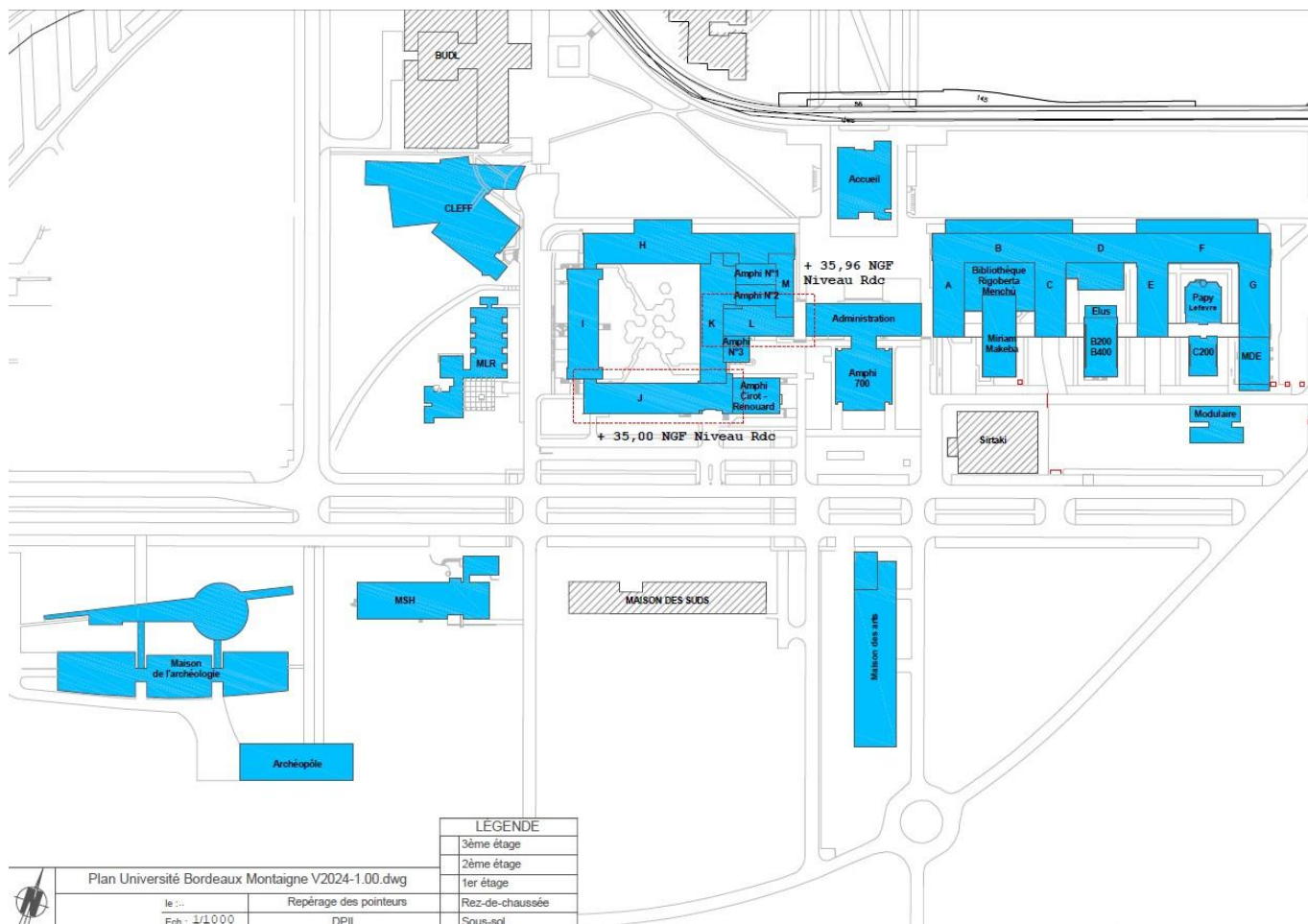
Après étude du dossier et des documents qui nous ont été remis, il en ressort un volume global de **121 hommes/jour** ce qui indiquerais que l'opération puisse être classée en **Catégorie 3 avec risques**.

Conformément aux dispositions du code du travail, le Maître d'ouvrage a choisi de classer cette opération en **Catégorie 3 avec risques**.

Nombre d'entreprises en même temps : **4**

Effectif prévisionnel en pointe : **3 hommes/ jour**

2.4. Situation de l'opération



2.5. Phasage de l'opération

Les travaux se dérouleront dans un délai de 3 mois

Les travaux se dérouleront en 1 phase(s) et en 2 lots.

Les travaux devraient commencer de façon prévisionnelle le 02/06/2025

2.6. Allotissement de l'opération

N° de lot	Nom du lot
1	GO et 2nd Œuvre
2	CFO - CFA - CVC

2.7. Informations relatives aux marchés

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Types de marchés
Marché public	Lots séparés	Procédure adaptée

2.8. Déclaration préalable

Les opérations de 3^{ème} catégorie ne sont pas soumises à déclaration préalable de la part du maître d'ouvrage.

2.9. Intervenants sur l'opération

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel/Fax/Email
Université de Bordeaux Montaigne - Direction du Patrimoine Immobilier et Logistique 19, esplanade des Antilles L 006 33600 Pessac	Monsieur Marc Godefroy Chargé(e) d'opérations	Tel : 05 57 12 60 74 Port : 06 67 65 52 00 Fax : Email : marc.godefroy@u-bordeaux-montaigne.fr

Coordonnées Coordonnateur en Conception	Nom du Coordonnateur	Tel/Fax/Email
BSC - Bordo Safety Consulting 22 rue du Professeur Devaux 33800 Bordeaux	Monsieur Jean-Pierre Renault	Tel : Port : 06 82 78 17 16 Fax : Email : jean-pierre.renault@bordo-safety-consulting.fr

Coordonnées Coordonnateur en Réalisation	Nom du Coordonnateur	Tel/Fax/Email
BSC - Bordo Safety Consulting 22 rue du Professeur Devaux 33800 Bordeaux	Monsieur Jean-Pierre Renault	Tel : Port : 06 82 78 17 16 Fax : Email : jean-pierre.renault@bordo-safety-consulting.fr

Coordonnées des Intervenants	Contact	Tel/Email
Bureau d'étude - TCE Math Ingénierie - Agence de Bègles 10, allée Jean Dubuffet 33130 Bègles		Tel : Port : Email :

Organismes de contrôles et de prévention	Contact	Tel/Fax/Email
CARSAT - Aquitaine Département des Risques Professionnels 80 Avenue de la Jallère 33053 Bruges Cedex		Tel : 05 56 11 64 31 Fax : Email : prevention4@carsat-aquitaine.fr
OPPBTP - Agence Nouvelle-Aquitaine Immeuble "Les bureaux du Tasta" - Bat C4.4 9 Avenue Raymond Manaud 33524 Bruges Cedex		Tel : 05 56 34 03 49 Fax : 05 56 34 42 08 Email : nouvelleaquitaine@oppbtp.fr
DDETS Gironde - Unité de Contrôle - Sud-Ouest Gironde 26 Rue des Maraîchers Tour Innova - CS 32060 33088 Bordeaux Cedex		Tel : 05 56 00 08 39 Fax : 05 56 00 08 88 Email : ddets-uc2@gironde.gouv.fr

3. Liste indicative de travaux comportant des risques particuliers

Chaque entrepreneur appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8 du code du travail devra établir un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé. Ce PPSPS Simplifié devra notamment traiter les risques exportés vers les autres intervenants.

Lors de l'analyse des risques préalable à la mise en œuvre de cette opération, il a été détecté les travaux présentant des risques particuliers suivants

Réglementation	Risques identifiés
Risque spécifique	<p>Article R.4532-14 du code du travail Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :</p> <p>1° Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Délimiter le chantier ; b) Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ; c) Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs, les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration et le local ou les aménagements mentionnés à l'article R. 4534-142-1 auxquels auront accès leurs travailleurs ; <p>2° Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.</p>
Décret 94	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.

Réglementation	Risques identifiés
Décret 94	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : <ul style="list-style-type: none">- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;

4. Organisation générale de l'opération

4.1. Contexte de l'opération

L'opération se déroule durant les périodes d'exploitation de l'établissement d'enseignement. Lors de la phase de préparation de l'opération, un Plan de Prévention (travaux en site occupé) sera établi entre le chef d'établissement ou son représentant et le coordonnateur SPS. **Les mesures et contraintes définies dans le plan de prévention s'appliqueront de fait aux entreprises participantes à l'opération.**

L'opération pourrait s'inscrire dans un ensemble d'opérations qui devraient se dérouler lors des vacances estivales. Les entreprises veilleront au respect des consignes et instructions données en période de préparation de chantier. Chaque opération est, pour sa zone de travaux, réputée être "close et indépendante".

4.2. Milieu dans lequel se déroule l'opération

4.2.1. Environnement du chantier

4.2.1.1. Localisation du chantier

Le chantier est situé en zone urbaine.

Le chantier est localisé dans l'enceinte d'un établissement universitaire.

Le chantier est situé à proximité d'une école élémentaire.

4.2.1.2. Transport en communs

Le chantier est desservi par la ligne B du tramway de la métropole. Arrêt "Montaigne – Montesquieu".

Le chantier est desservi par les lignes 31, 34 et 35 de bus de la métropole.

4.2.1.3. Stationnement

Le chantier est situé à proximité d'un parking public gratuit.

4.2.1.4. Bâtiments existants

Les entreprises devront prendre les dispositions nécessaires à la préservation des ouvrages existants.

4.2.1.5. Site en activité

Le chef de l'entreprise utilisatrice informera l'ensemble des entreprises extérieures avec lesquelles il a été rédigé un plan de prévention du démarrage des travaux de sorte à minimiser et/ou organiser leurs éventuelles interventions,

4.2.2. Accès, servitudes et conditions d'accès

4.2.2.1. Accès piétons

La circulation piétonne sera en permanence maintenue et protégée.

4.2.2.2. Accès véhicules

Les entreprises devront rigoureusement respecter les conditions d'accès et de stationnement des véhicules de chantier. Ces conditions d'accès seront définies lors de la phase préparation de l'opération.

4.2.3. Horaires

Du lundi au vendredi - de 08h00 à 18h00

Le travail exceptionnel du samedi est soumis à l'autorisation et aux conditions de la maîtrise d'ouvrage, Suivant les conditions climatiques, les entreprises pourront demander un aménagement du créneau horaire à la maîtrise d'ouvrage,

Les travaux réalisés hors de ces horaires devront impérativement recevoir l'agrément de la maîtrise d'ouvrage.

4.2.3.1. Période de neutralisation des travaux pour cause d'examens

Il n'y aura pas de travaux lors des périodes d'examens afin de limiter les nuisances au maximum soit du 5 mai au 16 mai et du 16 juin au 27 juin.

4.3. Déclarations et diagnostics

4.3.1. Déclarations de projet de Travaux (DT)

S'agissant d'une opération réalisée dans l'enceinte d'un établissement hors du domaine public, celle-ci n'est pas soumise à déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage.

Cependant, avant de réaliser des tranchées et autres ouvertures, les entreprises devront s'assurer, auprès de l'établissement, de l'absence de réseaux (Eau, gaz, électricité, fibre, etc.).

A défaut de renseignements fermes et fiables, les entreprises devront réaliser, une recherche de réseaux.

4.3.2. Diagnostics

4.3.2.1. Diagnostic amiante

Conformément à la réglementation en vigueur, la maîtrise d'ouvrage a réalisé un diagnostic avant travaux. Celui ne révèle aucune présence d'amiante dans la zone de travaux concernée. Ce diagnostic est joint au DCE

4.3.2.2. Diagnostic plomb

Les locaux à déconstruire sont postérieurs à 1948 et ne sont pas situés dans une zone à risques délimitée par le préfet. Il n'y a donc pas lieu de réaliser un diagnostic de recherche de plomb.

4.4. Echanges et communication

4.4.1. Echanges

Les échanges avec le coordonnateur SPS se font en français.

S'agissant d'échanges directement ou indirectement lié à la sécurité des personnes, les entreprises devront prendre les dispositions nécessaires pour s'assurer qu'au moins un membre de chaque équipe comprenne et parle correctement le français. A défaut, les entreprises devront mettre un traducteur à disposition du coordonnateur SPS.

4.4.2. Communication

L'ensemble des communications rédigées par le coordonnateur SPS le sont en français. Il appartient à chaque entreprise de prendre les dispositions nécessaires à la bonne compréhension des documents.

4.5. Opérations de livraisons

Chaque entreprise intervenante sur l'opération, qu'elle soit entreprise mandataire, entreprise sous-traitante, locatier, prestataire de service, etc. s'engage à respecter et faire respecter les dispositions relatives aux opérations de livraisons.

4.6. Maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité

Un chantier propre et correctement tenu permet de valoriser l'image de chaque entreprise participante à l'opération et diminue les risques d'accident et/ou ceux liés à l'organisation.



Dans le respect des mesures générales d'hygiène sur le chantier, il est impératif que chaque accédant aux installations de base vie (réfectoires, sanitaires et vestiaires) aie les mains propres.

N'oublions pas que les gestes de chacun font la santé de tous.

4.6.1. Gestion des déchets

Les entreprises participent à la bonne tenue du chantier en respectant scrupuleusement la charte de chantier propre retenue par la maîtrise d'ouvrage.

Les entreprises participent à la bonne tenue du chantier en respectant le tri sélectif en place pour permettre une meilleure valorisation des déchets,

Les entreprises informent le lot en charge de la gestion des déchets de la prochaine nécessité de rotation de bennes.

Les dépôts "sauvages" de déchets hors des contenants prévus sont strictement interdits.

Il est interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur l'emprise du chantier.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, un nettoyage de chantier pourra être ordonné par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage à charge des entreprises participantes à l'opération.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, la maîtrise d'ouvrage mettra en œuvre les pénalités prévues au CCAP.

4.6.2. Réfectoire

Il est interdit de laisser les travailleurs prendre leur repas dans les locaux affectés au travail. (Article R.4228-19 du code du travail).

La consommation d'alcool est strictement interdite dans le périmètre du chantier.

Il est interdit d'utiliser le réfectoire comme lieu de travail (bureau et/ou salle de réunion).

Le réfectoire ne doit pas être utilisé comme local de stockage, de charge, etc.

Le réfectoire doit être entretenu et nettoyé **par chaque utilisateur** après les repas.

Le réfectoire doit être aéré et correctement ventilé chaque jour.

Malgré l'entretien périodique, l'entreprise en charge de l'entretien de la base vie doit être alertée de la nécessité de procéder à un nettoyage dans les meilleurs délais.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, un nettoyage des installations pourra être ordonné par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage à charge de l'entreprise en charge de la mesure.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, la maîtrise d'ouvrage mettra en œuvre les pénalités prévues au CCAP.

4.6.3. Sanitaires

Les sanitaires doivent être entretenus et nettoyés après chaque utilisation.

Les sanitaires doivent être aérés et correctement ventilés en permanence.

Malgré l'entretien journalier, l'entreprise en charge de l'entretien de la base vie doit être alertée de la nécessité de procéder à un nettoyage complémentaire ou à un réapprovisionnement des consommables (Papier toilette, essuies mains à usage unique, savon et produits désinfectants) dans les meilleurs délais.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, un nettoyage des installations pourra être ordonné par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage à charge de l'entreprise en charge de la mesure.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, la maîtrise d'ouvrage mettra en œuvre les pénalités prévues au CCAP.

4.6.4. Vestiaires

Les vestiaires doivent être entretenus et nettoyés en fin de chaque journée.

Les vestiaires doivent être aérés et correctement ventilés chaque jour.

Les vestiaires ne doivent pas être utilisés comme local de stockage, de charge, etc.

Malgré l'entretien périodique, l'entreprise en charge de l'entretien de la base vie doit être alertée de la nécessité de procéder à un nettoyage dans les meilleurs délais.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, un nettoyage des installations pourra être ordonné par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage à charge de l'entreprise en charge de la mesure.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, la maîtrise d'ouvrage mettra en œuvre les pénalités prévues au CCAP.

4.6.5. Poste de travail

Les entreprises veilleront au nettoyage journalier des postes de travail et assureront l'évacuation des déchets vers les bennes prévues à cet effet.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, un nettoyage de chantier pourra être ordonné par la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage à charge de l'entreprise défaillante et/ou des entreprises participantes à l'opération.

En cas de non-respect des dispositions des présentes, la maîtrise d'ouvrage mettra en œuvre les pénalités prévues au CCAP.

4.6.6. Vapotage et consommation de tabac



Conformément aux dispositions de la [Circulaire du 24 novembre 2006 concernant la lutte contre le tabagisme](#), il est strictement interdit de fumer ou de vaper dans les lieux affectés à un usage collectif, notamment, **dans tous les lieux fermés et couverts** qui constituent des lieux de travail.

Cette interdiction est étendue aux "enceintes (bâtiments et espaces non couverts) des établissements d'enseignement et de formation, publics ou privés, destinés à l'accueil, à la formation ou à l'hébergement des mineurs, notamment les écoles, collèges et lycées publics et privés, y compris les internats, ainsi que les centres de formation d'apprentis.

Cette interdiction s'applique aux personnels comme aux élèves.

Le décret réaffirme l'interdiction de fumer dans les espaces non couverts des écoles, collèges et lycées publics et l'étend aux centres de formation d'apprentis. Aucun fumeur ne devra plus être toléré dans les cours de récréation."

[CIRCULAIRE N°2006-196 DU 29-11-2006 JO DU 5-12-2006](#)

4.7. Lutte contre le travail dissimulé

Chaque entreprise intervenante sur l'opération, qu'elle soit entreprise mandataire, entreprise sous-traitante, locatier, prestataire de service, etc. s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation française relative à la lutte contre le travail dissimulé notamment :

4.7.1. Article L.8221-1 du code du travail

Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L.8221-3 et L.8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;
- 3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé.

4.7.2. Article L.8221-3 du code du travail

Est réputé travail dissimulé par dissimulation d'activité, l'exercice à but lucratif d'une activité de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services ou l'accomplissement d'actes de commerce par toute personne qui, se soustrayant intentionnellement à ses obligations :

- 1° Soit n'a pas demandé son immatriculation au répertoire des métiers ou, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, au registre des entreprises ou au registre du commerce et des sociétés, lorsque celle-ci est obligatoire, ou a poursuivi son activité après refus d'immatriculation, ou postérieurement à une radiation ;

2° Soit n'a pas procédé aux déclarations qui doivent être faites aux organismes de protection sociale ou à l'administration fiscale en vertu des dispositions légales en vigueur. Cette situation peut notamment résulter de la non-déclaration d'une partie de son chiffre d'affaires ou de ses revenus ou de la continuation d'activité après avoir été radié par les organismes de protection sociale en application de l'article L.133-6-7-1 du code de la sécurité sociale.

4.7.3. Article L.8221-5 du code du travail

Est réputé travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié le fait pour tout employeur :

1° Soit de se soustraire intentionnellement à l'accomplissement de la formalité prévue à l'article L.1221-10, relatif à la déclaration préalable à l'embauche ;

2° Soit de se soustraire intentionnellement à l'accomplissement de la formalité prévue à l'article L.3243-2, relatif à la délivrance d'un bulletin de paie, ou de mentionner sur ce dernier un nombre d'heures de travail inférieur à celui réellement accompli, si cette mention ne résulte pas d'une convention ou d'un accord collectif d'aménagement du temps de travail conclu en application du titre II du livre Ier de la troisième partie ;

3° Soit de se soustraire intentionnellement aux déclarations relatives aux salaires ou aux cotisations sociales assises sur ceux-ci auprès des organismes de recouvrement des contributions et cotisations sociales ou de l'administration fiscale en vertu des dispositions légales.

5. Attributions du Coordonnateur SPS

Lorsqu'un danger grave et imminent est détecté lors des travaux, le coordonnateur SPS est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout, ou partie du chantier.

Le coordonnateur a l'autorité de suspendre les tâches en cours en cas de manquement aux dispositions du présent document.

Le coordonnateur SPS a l'autorité de faire quitter le chantier, à toute entreprise qui ne ferait pas partie des entreprises ayant reçues l'agrément du maître d'ouvrage ou à toute personne qui ne serait pas inscrite par son entreprise comme devant participer à l'opération.

6. Définition des installations de chantier

6.1. Dispositions générales

Les installations de chantier sont dues par les entreprises désignées dans le tableau de répartition des installations de chantier ci-dessous.

Toutes les installations de chantiers doivent être disponibles dès le début effectif de l'opération et ce jusqu'à la livraison des ouvrages.

Les entreprises en charge des installations de chantier devront prendre les mesures et dispositions nécessaires afin que celle-ci restent disponibles et opérationnelles jusqu'à la livraison des ouvrages.

Le déplacement et/ou la modification des installations de chantier est à la charge exclusive des entreprises désignées.

6.2. Dispositions particulières aux établissements scolaires

S'agissant d'un établissement d'enseignement, le chef d'établissement **peut**, selon la période des interventions, mettre des locaux à disposition des entreprises.

Compte tenue de la localisation des travaux, le chef d'établissement pourrait, le cas échéant, mettre les locaux ci-dessous à dispositions des entreprises participantes à l'opération.

- ☒ Sanitaires
- ☒ Local à usage de vestiaires
- ☒ Local à usage de réfectoire avec point d'eau

Dans ce cas, l'entretien des installations mises à dispositions par l'établissement reste du ressort des entreprises désignées dans le tableau de répartition des installations de chantier.

6.3. Répartition des installations de chantier

Les installations de chantier autres que celles **éventuellement** mises à disposition par l'établissement sont à la charge exclusive des entreprises désignées dans le tableau de répartition ci-dessous.

La position de l'établissement sera indiquée ou confirmée aux entreprises lors de la période de préparation de travaux.

Dans le cas où l'établissement ne mettrait pas à disposition de locaux pouvant être utilisés comme installations de chantier, les entreprises devraient alors l'intégralité des mesures ci-dessous telles que décrites à l'article 6.4 des présentes.

Installation	A la charge du lot	Entretien des installations et équipements par le lot
Sécurisation des entrées & sorties de chantier	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre
Base vie	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre
Gestion des déchets	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre
Signalisation de chantier (Accès, externe et interne)	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre
Protections collectives	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre	Lot 1 - GO et 2nd Œuvre

6.4. Définition des installations de chantier

6.4.1. Sécurisation des entrées & sorties de chantier

6.4.1.1. Sécurisation des entrées & sorties de chantier – Généralités

L'entreprise devra prendre en charge l'ensemble de la sécurisation des entrées et des sorties de chantier.

La sécurisation des entrées et des sorties de chantier devra être réalisées durant la phase de préparation du chantier et maintenu durant toute la durée de l'opération.

La sécurisation devra être réalisée sur la base du projet de PIC joint aux présentes et/ou du PIC opérationnel validé par la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra prendre en charge la gestion technique et administrative des diverses autorisations nécessaires au bon déroulement de l'opération, notamment :

- Autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT)
- Arrêté temporaire de police de circulation pour la mise en œuvre de restriction de circulation et/ou la mise en place de signalisations

6.4.1.2. Sécurisation des cheminements piétons aux abords de l'opération

L'entreprise devra, après consultation, concertation et validation des autorités administratives ou de polices, prendre en charge la fourniture, la pose et la maintenance des éléments suivants :

- Les cheminements piétons devront être déportés en amont et en aval des accès de chantier par la mise en place de barrières rigides et de panneaux de signalisations.
- La signalisation et les dispositifs mis en œuvre devront répondre aux attentes des autorités (administratives ou de polices) ayant autorisé le déport des cheminements piétons.
- La signalisation mise en œuvre devra être conforme aux dispositions du code de la route ("Piétons changez de trottoir, etc.).

6.4.2. Base vie

6.4.2.1. Base vie - Généralités

Dans la situation où les travaux pourraient se dérouler hors des vacances scolaires et donc en "**site occupé**", l'établissement pourrait ne pas avoir la capacité de mettre quelques locaux que se soit à disposition des entreprises. Dans cette éventualité, l'entreprise désignée devrait alors mettre en œuvre les mesures ci-dessous.

La base vie est isolée des locaux de travail et de stockage, elle est positionnée à proximité du passage des travailleurs conformément au plan des installations de chantier définis par la maîtrise d'œuvre.

La base vie devra être conçue et réalisée afin d'assurer la protection et la pérennité des installations quel que soit les conditions climatiques.

La base vie devra être installée et mise en œuvre lors de la phase de préparation du chantier. Aucune entreprise ne pourra débuter son intervention tant que la base vie ne sera pas opérationnelle (raccordée à tous les réseaux).

Les accès à la base vie seront réalisés depuis une plateforme bétonnée et protégés de la circulation du chantier par un dispositif de balisage et de signalisation pérenne qui devra être maintenue durant toute la durée de l'opération.

Les accès aux éléments de la base vie seront réalisés depuis des escaliers conformes.

L'ensemble des installations de base vie devront faire l'objet d'un entretien quotidien.

En cas de manquements répétés, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS se réserve le droit de demander à une entreprise tierce de réaliser la prestation à la charge de l'entreprise défaillante.

L'effectif de dimensionnement à prendre en compte : 3 intervenants (en pointe).

6.4.2.2. Raccordements aux réseaux

Toutes les installations de base vie devront impérativement être raccordées aux réseaux (électricité, eau potable, eau usée, etc.) dès leurs mises à dispositions. En tout état de cause, avant le début effectif des interventions de réalisation des ouvrages attendus.

6.4.2.3. Nettoyage des installations de chantier

Conformément aux dispositions réglementaires, **l'ensemble** des installations de base vie doivent faire l'objet **à minima d'un entretien quotidien** (Article R.4228-13, article R.4228-24 et R.4534-139 du code du travail).

Toutes les installations communes doivent être nettoyées au moyen de **produits désinfectants**. Le personnel en charge du nettoyage devra être compétent et dûment équipé.

Evacuation quotidienne des déchets ménagers vers les contenants extérieurs prévus pour la collecte locale des ordures ménagères.

Dans chaque local, une feuille d'émargement devra attester de la bonne réalisation et des fréquences de nettoyage.

Cette feuille d'émargement devra être visible de tous.

Les installations dédiées (bureaux, salles de réunions, etc.) sont entretenues dans les mes conditions.

En cas de manquements répétés, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS se réserve le droit de demander à une entreprise tierce de réaliser la prestation à la charge de l'entreprise défaillante.

6.4.2.4. Vestiaires

Suivants dispositions du code du travail :

- Un vestiaire par intervenant
- Les vestiaires sont séparés pour le personnel féminin et masculin.
- Si le vestiaire et les lavabos sont dans des locaux séparés, la communication entre-eux devra se faire sans passer par l'extérieur, ni par les lieux de travail ou de stockage
- Les vestiaires devront être chauffés et climatisés
- Mise à disposition d'une poubelle.

6.4.2.5. Lavabos

Suivants dispositions du code du travail :

- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyen de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire
- Mise à disposition d'une poubelle.

6.4.2.6. Cabinets d'aisance, urinoirs

Suivants dispositions du code du travail :

- Les cabinets d'aisance sont séparés pour le personnel féminin et masculin
- Les cabinets d'aisance réservés aux femmes comportent un récipient pour garnitures périodiques
- Mise à disposition de papier hygiénique
- Suivant la nature et l'étendue de l'opération, prévoir plusieurs points de mise à disposition dans les niveaux et/ou la zone de travaux.
- La mise en œuvre de sanitaires d'appoints mobiles ne pourra être envisagée qu'au cas par cas après concertation et accord du coordonnateur SPS et de la maîtrise d'œuvre.

6.4.2.7. Réfectoire

Il est interdit de laisser les travailleurs prendre leur repas dans les locaux affectés au travail

Un emplacement permettant de se restaurer dans de bonnes conditions de santé et de sécurité avec :

Sièges et tables en nombre suffisant

Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude, pour dix usagers

Un moyen de conservation (garde mangé) ou de réfrigération des aliments et des boissons

Une installation permettant de réchauffer les plats.

- Le réfectoire devra être chauffé et climatisé.
- Mise à disposition d'une poubelle.

6.4.3. Gestion des déchets

Cette opération doit être gérée de manière éco responsable.

A ce titre l'entreprise devra assurer et garantir la gestion et l'élimination des déchets dans le respect des dispositions réglementaires.

Mise en œuvre d'une plateforme de gestion de déchets permettant le tri sélectif et la valorisation des déchets.

La plateforme devra être compactée et stabilisée permettant la livraison et le repli des contenants

L'entreprise devra respecter l'intégralité des dispositions prévues par la charte de chantier propre de l'opération.

L'entreprise devra mettre en place les contenants nécessaires à la bonne gestion sélectives des déchets jusqu'à la fin de l'opération.

L'entreprise devra garantir la rotation des contenants de sorte à ne jamais atteindre leurs saturations.

L'entreprise devra assurer et garantir la gestion des déchets jusqu'à la livraison des ouvrages.

Le lot plâtrerie aura la charge de gestion de ses propres déchets et ne devra, par conséquent, pas utiliser les moyens mis en œuvre par l'entreprise gestionnaire de cette mesure.

Les contenants devront être clairement identifiés sur la base des matériaux collectés.



Tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

Attention, bien que minéraux, les déchets de plâtre et de laine de verre ou de roche ne sont pas des déchets inertes.



Les déchets Non Dangereux sont des déchets, qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen.

Il s'agit par exemple de biodéchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc.



Les déchets dangereux contiennent, en quantité variable, des éléments toxiques ou dangereux présentant des risques pour la santé humaine et l'environnement.

Quelle que soit leur origine ou la quantité produite, les déchets sont classés dangereux s'ils présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Ils peuvent être de nature organique (solvants, hydrocarbures, etc.), minérale (acides, boues d'hydroxydes métalliques, etc.) ou gazeuse.



Un DDS (Déchet Diffus Spécifique) est un déchet issu d'un produit chimique pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement. Il s'agit d'un produit utilisé, usagé ou périmé (que l'emballage soit vide, souillé ou avec un reste de contenu).

Le stockage, le regroupement et l'élimination des déchets dangereux et des déchets diffus spécifiques sont à la charge exclusive de l'entreprise utilisatrice.

Leurs présences sur l'opération doivent obligatoirement être signalé au coordonnateur SPS.

6.4.4. Signalisation de chantier (Accès, externe et interne)

L'entreprise devra mettre en place et maintenir la signalisation de chantier nécessaire à la bonne exécution de l'opération.

6.4.4.1. Sur la voie publique

En amont et en aval des entrées et sorties de chantier, l'entreprise devra mettre en œuvre et maintenir la signalisation temporaire de chantier conforme aux dispositions prévues par les arrêtés temporaires de police de circulation pour la mise en œuvre de restriction de circulation et/ou la mise en place de signalisations.

La signalisation temporaire de chantier devra être mise en œuvre dans le respect des Instructions interministérielle sur la signalisation routière.

6.4.4.2. Sur les clôtures et accès de chantier

Régulièrement, sur toute la périphérie des clôtures de chantier, l'entreprise devra mettre en œuvre une signalisation indiquant l'interdiction de pénétrer sur le chantier pour les personnes étrangères à l'opération.

Sur les accès de chantier (véhicules et piétons), l'entreprise devra mettre en œuvre une signalisation indiquant l'interdiction de pénétrer pour les personnes étrangères à l'opération ainsi que le port obligatoire des EPI (Chaussures de sécurité, casque, vêtements haute visibilité, etc.)

6.4.4.3. Dans l'enceinte du chantier

L'entreprise devra mettre en œuvre, dans l'enceinte du chantier tous balises et signalisation relatives :

- Le balisage et la signalisation vers la base vie
- La limitation de vitesse à 30 km/h dans l'emprise de chantier
- Le balisage et la signalisation vers les zones de livraisons
- Le balisage et la signalisation vers les zones de stockages
- Le balisage et la signalisation vers les zones de traitements de déchets
- Le balisage et la signalisation des contenants sur la plateforme de gestion des déchets
- Le balisage et la signalisation des zones de stationnements, Etc.

6.4.5. Protections collectives

6.4.5.1. Choix de protections collectives pour les ouvertures en façades, les trémies, les dalles et les réservations

Durant la phase de préparation de chantier, l'entreprise consultera les autres acteurs de la construction afin de définir ensemble les dispositifs de protections collective à mettre en œuvre afin de garantir le maintien des protections collectives de chantier y compris pendant la mise en œuvre des dispositifs définitifs (menuiseries, garde-corps définitifs, gaines, etc.) par les corps d'états secondaires.

Les dispositifs retenus et mis en œuvre devront intégrer l'ensemble des phases successives de l'acte de construire.

Les protections collectives de chantier devront pouvoir être maintenues durant toutes les interventions des corps d'états secondaires, notamment lors des opérations suivantes :

- Mise en œuvre des ascenseurs, etc.

Les protections collectives doivent être maintenues en place durant toute la durée de l'opération et ne pourront être retirées que par la mise en œuvre de dispositifs permanents.

Les protections collectives devront être mise en place à l'avancement dès lors qu'il existe un risque de chute de hauteur et/ou de chute d'objets.

L'entreprise devra assurer la protection collective contre le risque de chute de plain-pied et/ou contre le risque de chute de hauteur sur toutes les trémies et réservations qu'elle aura réalisées.

L'entreprise devra assurer la protection collective contre le risque de chute de hauteur et contre le risque de chute d'objet par la mise en œuvre de plinthes, lisses et sous lisses sur toutes les ouvertures en façade, trémies et réservations qu'elle aura réalisées.

L'entreprise devra mettre en œuvre un dispositif d'information et d'échange entre les entreprises afin de garantir le maintien des protections collectives de chantier jusqu'à la mise en œuvre des dispositifs définitifs.

L'entreprise devra assurer et garantir le maintien des protections collectives de chantier jusqu'à la mise en œuvre des protections définitives.

En cas de remise en œuvre "trop fréquente" des protections collectives de chantier du fait de la négligence des autres corps d'état, l'entreprise pourra imputer ses interventions aux entreprises qu'elle jugera responsable du retrait ou de la modification des installations initiales.

En cas de manquement à ces obligations, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS se réserve le droit de demander à une entreprise tierce de réaliser la prestation de mise en sécurité à la charge de l'entreprise désignée dans le tableau général des installations.

6.4.5.2. Trémies d'ascenseurs

Durant la phase de gros œuvre, les trémies d'ascenseurs devront être mises en protections collectives lors de chaque phase d'élévation.

L'entreprise devra privilégier la mise en protection collective par la mise en œuvre de consoles de protection de trémies d'ascenseurs.

Dès le retrait des consoles de protection de trémies d'ascenseurs, les trémies devront être protégées par la mise en œuvre de garde-corps "toute hauteur" afin de garantir la protection des interventions successives notamment en parties hautes.

7. Mesures générales de coordination

7.1. Plan des Installations de Chantier (PIC)

Lors de la phase préparation de chantier, l'entreprise désignée dans le tableau de répartition des installations de chantier, devra réaliser un PIC qu'il devra soumettre pour validation à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.2. Balisage des zones de dangers

Lorsque la nature des activités envisagées est susceptible d'entraîner sur les lieux de travail des zones de danger qui n'ont pu être évitées, ces zones sont signalées de manière visible et matérialisées **par des dispositifs destinés à éviter que les travailleurs non autorisés y pénètrent** (Article R.4214-14 du code du travail).

7.3. Mesures liées aux installations de chantier

Les installations de chantier sont mises à disposition de l'ensemble des entreprises participantes à l'opération (mandataires, sous-traitants, prestataires, équipes de maîtrise d'ouvrage, équipes de maîtrise d'œuvre, etc.).

A ce titre, afin de veiller à toutes anomalies et/ou dysfonctionnements, il appartient à chacun de respecter et faire respecter les dispositions suivantes.

7.3.1. Hébergement des compagnons sur le chantier

Les installations de chantier, telles que prévues par les présentes, ne permettent pas l'hébergement des compagnons sur le chantier. En conséquence, la présence de moyens mobiles d'hébergements (camping-car, caravanes, etc.) est strictement interdite sur le chantier et ses dépendances (zones de stockages, zone de stationnements, etc.).

Les entreprises désireuses d'héberger leurs salariés sur l'emprise du chantier devront impérativement :

- Recueillir l'autorisation de la maîtrise d'ouvrage,
- Recueillir l'autorisation de la DREETS, et faire la déclaration ad Hoc auprès des services préfectoraux,
- Consulter leurs CSE (Comité Social et Economique) ou, à défaut, leurs délégués du personnel,
- Respecter l'ensemble des mesures et dispositions réglementaires (Article R.4534-146 et suivants du code du travail).

7.3.2. Accès au chantier

Les accès de chantier (véhicules et piétons) devront être maintenus fermés après chaque passage de sorte à interdire l'accès du chantier aux véhicules et piétons non autorisés.

Chaque entreprise devra s'assurer et garantir que le chantier reste fermé (clos et indépendant) durant toute la durée de l'opération.

En cas de manquements répétés, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS se réserve le droit de demander à une entreprise tierce de réaliser la prestation à la charge de l'ensemble des entreprises.

7.3.3. Base vie

Il est interdit de laisser les travailleurs prendre leur repas dans les locaux affectés au travail (bureaux, salles de réunions, zone de travaux, etc.).

Il est interdit de fumer sur la totalité du site (intérieurs et extérieurs des locaux).

La mise en œuvre de base vie "pirates" dédiées à certaines entreprises est strictement interdite.

Les installations de base vie (réfectoires, vestiaires, sanitaires, etc.) ne peuvent en aucun cas servir de lieux de stockages et/ou lieux de charges

Les installations de base vie (réfectoires, vestiaires, sanitaires, points d'eau extérieur, etc.) ne peuvent en aucun cas servir de lieux de nettoyage des matériels et outillages.

Les entreprises ont le devoir de respecter et de faire respecter le bon usage des installations de chantier.

Chaque intervenant doit contribuer au fait que les locaux de base vie soient aérés et restent propres après chaque utilisation.

Les entreprises devront signaler tous dysfonctionnement des installations de chantiers aux titulaires en charge de leurs entretiens

7.3.4. Moyens de communications et d'alertes

Les entreprises devront s'assurer que les intervenants soient en mesures d'alerter les secours spécialisés en tous point du chantier (y compris les sous-sols).

7.3.5. Gestion & évacuation des déchets

7.3.5.1. Evacuation des déchets des postes de travail vers les bennes de collectes

Les entreprises devront impérativement prévoir les mesures nécessaires à l'évacuation de leurs déchets depuis les postes de travail vers la plateforme de traitement des déchets.

Il est strictement interdit de jeter les déchets depuis les étages. Les entreprises devront mettre en œuvre les moyens et dispositifs nécessaires pour assurer et garantir l'évacuation de leurs déchets des niveaux vers les bennes de collectes.

Les entreprises devront respecter les moyens mis à leurs dispositions pour le traitement et l'évacuation des déchets.

7.3.5.2. Déchets dangereux

Le traitement des déchets industriels spéciaux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe II (bois traités, pinceaux souillés, peinture, etc.)

Ces produits ne seront en aucun cas déposés dans les containers.

L'entreprise informerait préalablement le coordonnateur SPS, de l'utilisation de telles substances, si cela n'avait pas été déjà signalé dans le PPSPS

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux, et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

7.4. Inspections Communes

7.4.1. Rappel des principes de l'inspection commune

Le coordonnateur SPS procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer ou à transmettre
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est réalisée avant la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.

7.4.2. Organisation des Visites d'Inspections Communes (V.I.C)

Chaque entreprise devra prendre contact avec le coordonnateur SPS au moins 10 jours avant le début prévisible de l'intervention pour que soit organisée la Visite d'Inspection Commune (VIC).

7.5. Situations de travailleurs isolés

Lorsque les interventions sont réalisées de nuit ou dans des lieux isolés du chantier, ou à des moments où l'activité des autres entreprises est interrompue, les entreprises prennent les mesures nécessaires pour qu'aucun intervenant ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.

Les entreprises prennent les mesures et dispositions nécessaires pour que leurs intervenants soient en permanence à "vue et à voix" des autres acteurs de l'opération. A défaut, les entreprises devront :

- Mettre à disposition de chaque intervenant, un Dispositifs d'Alarme pour Travailleur Isolé (DATI),
- S'assurer de la fonctionnalité du DATI en tous points du chantier (sous-sols inclus).

Les entreprises devront s'assurer de la possibilité d'intervention des secours spécialisés notamment le week-end ou hors des horaires habituels du chantier.

7.6. Fourniture et port des EPI

L'employeur met à la disposition des travailleurs, en tant que de besoin, **les équipements de protection individuelle appropriés** et, lorsque le caractère particulièrement insalubre ou salissant des travaux l'exige, les vêtements de travail appropriés. **Il veille à leur utilisation effective** (Article R.4321-4 du code du travail).

Le port des EPI (casque, chaussures de sécurité et vêtements haute visibilité) est obligatoire durant toute la phase de gros œuvre ainsi que pour toutes les interventions en extérieurs.

Le port du casque est fortement recommandé lors des travaux de second œuvre, notamment lorsqu'il existe un risque de chute d'objets. Les casques de protection doivent être conforme aux normes EN 397/EN 50365 ou EN 14052.

Lors des travaux de second œuvre à l'intérieur des bâtiments, lorsqu'il n'existe pas de risques de chute d'objet, il est fortement recommandé de conserver une protection de la tête notamment contre les risques de heurt par le port d'une casquette anti-heurt normée EN 812.

7.7. Mesures liées à la coactivité

Le coordonnateur SPS organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.

Les entreprises ayant à réaliser des tâches engendrant des risques liés à la coactivité devront indiquer ces risques dans leurs PPSPS et les moyens de prévention à prendre en conséquence.

7.7.1. Coactivité verticale

Les entreprises en situation de provoquer un risque de coactivité verticale devront impérativement alerter le coordonnateur SPS et neutraliser la zone située sous le poste de travail en élévation au moyen d'un dispositif physique interdisant tout accès avec mise en place d'une signalisation indiquant le danger.

Dans les situations pour lesquelles il ne serait pas possible de neutraliser les zones en superposition de tâches, les entreprises en situation de provoquer un risque de coactivité verticale devront mettre en œuvre des dispositifs garantissant la protection contre le risque de chute d'objets (liquides ou solides) sur toute la zone de risque (tunnels, platelages, bâches, filets à mailles fines, etc.).

7.7.2. Coactivité horizontale

7.7.2.1. Circulation des engins de chantier

Les engins de chantier devront respecter les voies de circulations et ne jamais circuler hors de celles-ci.

Les véhicules et engins devront respecter le sens de circulation défini au PIC.

Les véhicules et engins devront circuler à une vitesse n'excédant pas 30 km/h.

7.7.2.2. Stationnement des engins de chantier

Les engins et véhicules de chantier ne devront stationner uniquement sur les zones prévues au plan des installations de chantier.

7.7.2.3. Manœuvre des engins de chantier

Tous les véhicules et engins devront être munis de signaux sonores de recul.

Les manœuvres devront impérativement être guidées par un salarié expérimenté.

7.7.2.4. Franchissement des fouilles et tranchées

Les entreprises en situation de provoquer un risque de chute de hauteur par la réalisation de fouilles et tranchées devront en assurer la protection par recouvrement provisoire ou comblement au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Les recouvrements ou franchissements provisoire devront garantir la libre circulation des piétons, des véhicules et engins de chantier.

Les entreprises devront garantir la protection contre le risque de chute de hauteur par la mise en œuvre de protections rigides sur toute la périphérie des ouvrages.

Les franchissements devront être réalisés en protections collectives par des dispositifs compacts et rigides (passerelles)

7.8. Travaux en hauteur

Tous les travaux en hauteurs doivent être réalisés depuis des plateformes de travail munies de protections collectives sur toutes leurs périphéries (plinthes, lisses et sous lisses) dans le respect des dispositions des principes généraux de prévention.

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif (art R.4323-63 du code du travail).

8. Mesures particulières de coordination

8.1. Travaux avec risque de chute de hauteur

8.1.1. Ouvertures en façades, trémies, dalles et réservations

Les protections collectives mises en œuvre doivent rester en place durant toute la durée de l'opération et ne pourront être retirées que par la mise en œuvre de dispositifs permanents.

Les protections collectives devront être mise en place à l'avancement dès lors qu'il existe un risque de chute de hauteur et/ou de chute d'objets.

Les rives de dalles et les trémies devront intégrer un choix technologique permettant le maintien des protections collectives de chantier durant toutes les interventions y compris jusqu'à la mise en œuvre des dispositifs antichute définitifs.

Lorsque, pour les besoins de son intervention, une entreprise retire temporairement une protection collective, une mesure équivalente doit impérativement être mise en œuvre de sorte à assurer la continuité de protection collective pour le reste des intervenants.

En cas de manquement à ces obligations, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS se réserve le droit de demander à une entreprise tierce de réaliser la prestation de mise en sécurité à la charge de l'entreprise défaillante.

8.1.2. Fouilles et tranchées

Lorsque, pour les besoins de son intervention, une entreprise est amenée à créer un risque de chute de hauteur et/ou un risque de chute de plain-pied, celle-ci devra impérativement mettre en œuvre des mesures de protections stables et durables de sorte à assurer la protection collective pour le reste des intervenants. En cas de besoins, des moyens de franchissements devront être mise en œuvre.

Durant l'intervention de l'entreprise, les mesures de protections collectives devront être mise en œuvre de sorte à ne pas créer de risques de chute de hauteur et/ou de chute de plain-pied pour le reste des intervenants par la mise en place, sur toute la périphérie de la tranchée, de protections rigides et solidaires entre elles.

8.1.3. Accès toiture

Il est interdit d'utiliser les PEMP comme moyen d'accès

Les accès en toiture devront être réalisés par la mise en œuvre d'un escalier provisoire qui devra pouvoir être condamné hors des horaires d'ouverture du chantier.

Les échelles, utilisées uniquement comme moyen d'accès, devront être installées et fixées conformément aux prescriptions de l'OPPBTB.

8.1.4. Protection périphérique

Avant toute intervention, l'entreprise devra mettre en œuvre une protection périphérique sur chaque zone de travaux avec risque de chute de hauteur

Les filets de protections périphériques devront respecter les dispositions prévues par la norme NF P 93-355

Si les potelets ne sont pas directement montés sur des acrotères, le dispositif devra être complété par la mise en œuvre de plinthes.

8.1.5. Échafaudages

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

La charge admissible des échafaudages sera indiquée de manière visible sur l'échafaudage ainsi que sur chacun de ses planchers.

Aucun vide de plus de 20 centimètres ne doit exister entre le bord des planchers et l'ouvrage ou l'équipement contre lequel l'échafaudage est établi. Au-delà, l'échafaudage devra être muni de ses dispositifs antichute (plinthes, lisses et sous-lisses).

Les échafaudages doivent faire l'objet de vérifications avant mise ou remise en service, journalière ou trimestrielle par des personnes compétentes ayant reçues la formation adéquates.

Chaque chef d'entreprise utilisatrice de l'échafaudage doit toutefois s'assurer que toutes les vérifications qui s'imposent pour cet échafaudage ont été réalisées en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement ou que ces conditions ne mettent pas en cause les résultats des vérifications. Dans tout cas contraire il lui appartient de réaliser les vérifications nécessaires.

Les contrôles sont consignés dans le registre prévu à cet effet et les rapports conservés par l'entreprise.

Les échafaudages roulants seront positionnés sur une surface stabilisée, plane, lisse et de largeur compatible avec l'équipement utilisé.

L'entreprise prendra les dispositions nécessaires afin de condamner l'accès à la structure hors des horaires de chantier.

8.1.6. Plates-formes de travail

Tous les travaux en hauteur seront réalisés depuis une plateforme de travail munie de protections collectives sur toute sa périphérie (plinthes, lisses et sous lisses).

Les plateformes élévatrices mobiles de personnels (PEMP) seront utilisées uniquement sur des surfaces compatibles avec le poids et le volume de l'engin. Les surfaces devront être stabilisées, lisses et planes.

Les plateformes élévatrices mobiles de personnels seront pilotées par du personnel formés et autorisé à la conduite des engins spéciaux.

Les plateformes de travail devront être conformes aux normes en vigueur.

8.2. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (50 Volts en courant alternatif ou 120 Volts en courant continu)

Les travaux réalisés dans l'environnement d'une pièce nue sous tension ne peuvent être effectués que par des travailleurs habilités (article R.4549-9 du code du travail)

Les intervenants doivent être formés et habilités selon les dispositions prévues par la norme NF C 18-510.

Un travailleur est habilité dans les limites des attributions qui lui sont confiées. L'habilitation, délivrée par l'employeur, spécifie la nature des opérations qu'il est autorisé à effectuer.

Avant de délivrer l'habilitation, l'employeur s'assure que le travailleur a reçu la formation théorique et pratique qui lui confère la connaissance des risques liés à l'électricité et des mesures à prendre pour intervenir en sécurité lors de l'exécution des opérations qui lui sont confiées.

L'employeur remet à chaque travailleur un carnet de prescriptions établi sur la base des prescriptions pertinentes de ces normes, complété, le cas échéant, par des instructions de sécurité particulières au travail effectué.

8.3. Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre

8.3.1. Définition d'un espace confiné

Le terme espace confiné désigne un espace totalement ou partiellement fermé, qui n'a pas été conçu et construit pour être occupé de façon permanente par des personnes, ni destiné à l'être, mais qui, à l'occasion, peut être occupé temporairement pour l'exécution d'un travail comme l'inspection, l'entretien ou la réparation, et au sein duquel l'atmosphère peut présenter des risques pour la santé et la sécurité de quiconque y pénètre en raison :

- Soit de la conception ou de l'emplacement de l'ouvrage,
- Soit de l'insuffisance de ventilation naturelle,
- Soit des matières, des substances ou des fluides qu'il contient,
- Soit des équipements qui y sont mis en œuvre,
- Soit de la nature des travaux qui y sont effectués.

8.3.2. Mesures prévues par la recommandation CNAM – R447

Avant que des travailleurs ne s'introduisent dans un espace confiné, l'employeur doit s'assurer qu'une évaluation adéquate des risques propres à ces espaces a été menée par une personne compétente.

L'organisation du travail mise en place par l'employeur doit prévoir l'instauration d'un permis de pénétrer pour toute opération nécessitant une intervention humaine en espace confiné.

Pour la délivrance de ce permis, l'employeur doit s'assurer :

- Qu'il y a sur place une personne formée à la prise de mesures avec détecteurs de gaz et à l'interprétation de ces mesures,
- Que toutes les dispositions de sécurité prévues lors de l'évaluation des risques pourront bien être mises en œuvre,
- Que les personnes qui pénétreront dans un espace confiné resteront en permanence sous la surveillance d'une personne expérimentée, désignée pour ce poste et ayant les aptitudes, les connaissances et les compétences pour intervenir en cas d'accident ou d'incident, tout en restant en permanence en dehors de l'espace confiné et dans une zone sécurisée.
- Que le préposé à la surveillance dispose des moyens de communication qui conviennent, compte tenu des dangers identifiés, lui permettant de communiquer avec les personnes intervenant dans l'espace confiné ainsi que de prévenir, en cas de besoin, les secours sans devoir quitter son poste.

9. Registre journal de l'opération

9.1. Dispositions générales

Le registre journal est tenu par les coordonnateurs SPS en charge de l'opération.

Le coordonnateur consigne sur le registre-journal, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes,
- Les consignes à transmettre
- Les observations particulières qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
- Les observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier.

Les extraits du registre journal sont adressés par voie électronique à l'ensemble des participants à l'opération après chaque intervention du coordonnateur SPS.

Le registre journal de l'opération est disponible auprès du coordonnateur SPS sur simple demande écrite.

9.2. Remarques et observations

Après chaque visite de chantier et/ou chaque réunion de chantier, le coordonnateur SPS consigne son intervention au registre journal de l'opération.

La maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage doivent répondre par écrit aux remarques, demandes et observations du coordonnateur SPS.

Les intervenants doivent répondre par écrit aux remarques et observations les concernant.

Suites aux remarques et observations du coordonnateur SPS, les entreprises doivent mettre en œuvre les dispositions prévues au PGC et/ou imposées par les principes généraux de prévention.

9.3. Notifications

Le coordonnateur SPS a reçu de la maîtrise d'ouvrage "Autorité et pouvoirs" afin de mener les actions nécessaires pour que les dispositions des présentes et les principes généraux de prévention soient intégralement respectés.

Dans ce cadre, le coordonnateur peut être amené à adresser des notifications.

Les notifications valent lettre recommandée avec accusé de réception et impliquent réponses écrites des destinataires.

9.3.1. Avis de chantier

Les avis de chantier sont destinés à informer les participants à l'opération d'une situation particulière ou d'un changement notable des conditions de vie ou d'interventions sur le chantier.

9.3.2. Arrêt de tâche

Le coordonnateur SPS peut être amené à décider d'un "arrêt de tâche" lorsqu'il constate :

- Une situation de danger "grave et imminent",
- Que les dispositions du PGC ne sont pas respectées,
- Que les dispositions du PPSPS ne sont pas respectées,
- Que les principes généraux de prévention ne sont pas respectés.

Le coordonnateur SPS peut être amené à demander à l'entreprise fautive de quitter le chantier.

L'arrêt de tâche est immédiatement signifié aux intervenants présents sur le chantier qui signe la notification.

L'arrêt de tâche est immédiatement adressé à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et à l'entreprise fautive pour suites à donner.

La notification d'arrêt de tâche vaut lettre recommandée avec accusé de réception et demande réponse écrite de l'entreprise dans les meilleurs délais.

9.3.3. Reprise de tâche

L'entreprise notifiée d'un arrêt de tâche par le coordonnateur SPS doit soumettre les mesures susceptibles d'autoriser la reprise au coordonnateur SPS et à la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage analyse et décide, en concertation avec le coordonnateur SPS que les conditions indispensables à la reprise de la tâche soient bien réunies.

Le coordonnateur SPS notifie la reprise de la tâche à l'entreprise et à la maîtrise d'œuvre.

10. Renseignements de santé et de secours

10.1. Organisation des secours

Chaque intervenant devra disposer d'un moyen de communication en capacité d'alerter les secours.

Chaque entreprise devra disposer d'une trousse de premiers secours accessible sur le chantier.

Les entreprises réalisant des travaux présentant un risque d'incendie devront être en possession des moyens adéquats de lutte contre les incendies. Ces moyens devront être vérifiés conformément à la réglementation.

10.2. Prévention des risques liés aux pandémies

En cas de pandémie déclarée par les autorités sanitaires, les entreprises devront, dans le respect des consignes nationales :

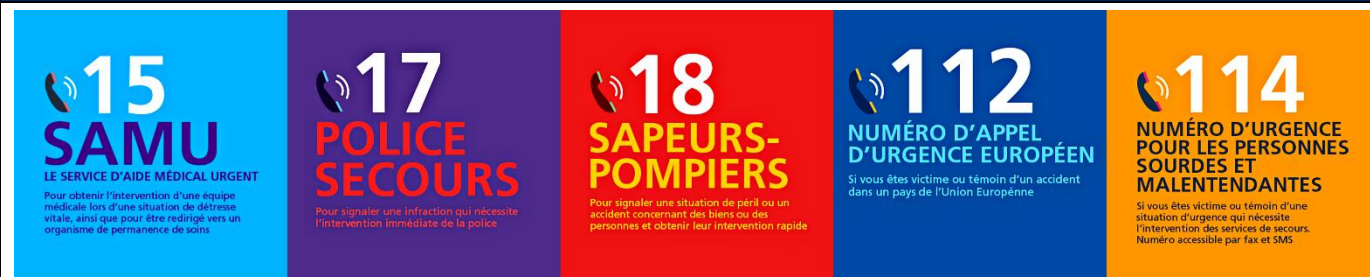
- Sécuriser leurs ouvrages,
- Sécuriser le chantier et le rendre inaccessible aux tiers,
- Informer la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage de leurs intentions,
- Informer le coordonnateur SPS des mesures prises pour sécuriser les ouvrages en cours.

EN CAS D'ACCIDENT



Appelez un sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Appelez le numéro adapté à la situation



Et dites...

ICI CHANTIER : **Réaménagement des salles L010 – L012 à l'Université de Bordeaux-Montaigne**

19 Esplanade des Antilles

Salles L010 – L012

33600 Pessac

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : Eboulement, Asphyxie, Chute...
Et la position du blessé :
"le blessé est sur le toit,
il est au sol ou dans une fouille ..."
Et s'il y a nécessité de dégagement

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT

Par exemple : "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER

Faites répéter le message

Personnes à prévenir de l'accident

Votre hiérarchie

L'entreprise de la victime

La maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'œuvre

Le coordonnateur SPS de l'opération